

Jean-Claude Robert : « un grand écart entre les actes et les paroles »

Jean-Claude Robert est président du groupe des Forces de progrès au département. Il détaille « les incohérences » du Pacte territorial pour l'insertion.

Le Bien public.-

Comment le groupe des Forces de progrès accueille-t-il ce Pacte territorial pour l'insertion ?

Jean-Claude Robert.-

C'est la suite logique de la mise en place du RSA (Revenu de solidarité active) présenté partout comme la panacée. Il présente certains avantages mais il suscite également de nombreuses inquiétudes. A bien des endroits, le RSA risque de nourrir la pauvreté salariale. La

principale question, ce sont les moyens alloués pour suivre les personnes en voie d'insertion.

Nous sommes face à une incohérence de la politique gouvernementale qui supprime des milliers de postes en emplois aidés et qui coupe également des aides de l'Etat aux associations d'insertion.

LBP.- Retrouve-t-on cette « incohérence » à l'échelle du département de Côte-d'Or ?

J-C R.-

Indiscutablement. Aujourd'hui, les agents du service emploi du département ont déjà 180 personnes en charge, soit trois fois plus que la norme, et

on va leur demander encore davantage de travail. A l'échelle du département de Côte-d'Or, on retrouve donc ce grand écart entre les paroles et les actes. On nous fait une grand-messe avec Martin Hirsch et dans le même temps, en 2009, le conseil général financera moins de journées d'encadrement du plan patrimoine insertion, qui permet de rénover le petit patrimoine du département avec des personnes en difficulté. De 1 795 en 2008, elles passeront à 1 325 en 2009. Cela représente une baisse de 26 %.

Le double discours est flagrant. Nous aurions préféré que cet effort de rigueur se porte sur



J.-C. Robert est président du groupe des Forces de progrès au département

les frais de réception et de communication qui, eux, ne cessent d'augmenter.